

Novembre 2020

HAUSSER LE TON POUR CESSER DE TOURNER EN ROND

Cet automne, les promesses de négociations rapides avec les représentants du Conseil du trésor ont plutôt démontré que ceux-ci tournaient en rond, en l'absence de tout mandat politique de la part du gouvernement.

EN ÉDUCATION



NÉGO
SECTEUR PUBLIC

CSQ
Centrale des syndicats
du Québec

Un faux blitz

Certes, nous avons eu un petit sursaut le 23 octobre dernier, lorsque les négociateurs du gouvernement ont signifié à nos représentants qu'ils allaient procéder à un nouveau dépôt patronal. Notre déception a été vive quand nous avons constaté qu'il s'agissait plutôt d'un retour en arrière ramenant la majorité des propositions de départ du 17 décembre 2019, sans amélioration significative de leur pseudo-proposition d'entente de principe de mai pourtant rejetée à 97% par les enseignantes et enseignants de la FSE-CSQ.

Comme en juin dernier, le soi-disant « blitz » annoncé par le gouvernement au début de novembre n'en était assurément pas un du côté des enseignantes et enseignants. Non seulement les rencontres se sont poursuivies au même rythme qu'auparavant, mais elles n'ont pas permis d'avancer sur le fond. Ce faux blitz n'a donc servi que l'image du gouvernement, qui voulait donner une apparence de bonne foi avant sa mise à jour économique du 12 novembre.

Du côté syndical, la FSE-CSQ et l'APEQ en sont toujours à présenter leurs propositions recentrées du 9 juin dernier. Nous constatons qu'il n'y a manifestement aucune ouverture patronale face à celles-ci, et tant la FSE-CSQ que l'APEQ se trouvent encore déçues à ce jour. À l'évidence, les mandats politiques ne sont pas au rendez-vous pour les solutions mises de l'avant *par* et *pour* les profs.

On hausse le ton

Voilà pourquoi les enseignantes et enseignants de la FSE-CSQ et de l'APEQ entreprennent des moyens d'action, comme discuté avec vous dans vos assemblées syndicales.

Déjà, les profs d'environ le tiers des syndicats de la FSE-CSQ se disent prêts à envisager la grève à court terme pour exprimer leur ras-le-bol à leur employeur. Ailleurs, le personnel enseignant entrevoit favorablement l'idée de débrayer, mais préfère qu'une éventuelle grève survienne après une gradation des moyens de pression sur une période de quelques semaines.

Ainsi, dans le but de déranger leur direction, les enseignantes et enseignants de la FSE-CSQ et de l'APEQ tiendront des actions de perturbation comme *En pédagogie, je télétravaille*; *On se déconnecte*; *Le bureau est fermé*; *Trop de rencontres*; *Je travaille de la maison*; et *Touche pas à mes pédagogues!* En parallèle, la FSE-CSQ et l'APEQ tiendront des actions de visibilité de type commando au niveau local et des coups d'éclat au national pour illustrer, auprès des médias et de la population, la détresse et les difficultés vécues par les profs dans leur quotidien, qui existaient bien avant la pandémie et qui seront accentuées après la crise, considérant ses effets sur les élèves vulnérables. Une importante campagne de publicité nationale sera déployée, d'abord à la radio cet automne, puis à la télévision après les Fêtes.

Des discussions à venir

Nous croyons nécessaire de mettre la mobilisation à l'ordre du jour des discussions de novembre afin d'évaluer, dans l'ensemble de son contexte, la pertinence de rechercher des mandats de grève avant la période des Fêtes.

Rappelons que, comme la FSE-CSQ et l'APEQ ont franchi l'étape de la médiation, l'exercice d'un mandat de grève à cette étape des pourparlers serait parfaitement légal, si tel est le choix des enseignantes et enseignants devant l'absence de volonté patronale.

La situation de pandémie a mis en lumière toute la fragilité du réseau ainsi que les immenses besoins de celles et ceux qui le portent à bout de bras tous les jours. La pénurie de personnel, la tâche toujours plus lourde et plus complexe, de même que les services insuffisants pèsent lourd sur les enseignantes et enseignants, qui peinent à y arriver. Cette tendance n'ira pas en s'améliorant, loin de là, puisque la fatigue grandissante et la détresse de plus en plus manifeste nous laissent pessimistes quant à l'avenir de notre profession. Il y a urgence d'agir pour renverser la situation.

La FSE-CSQ et l'APEQ s'attendent à ce que le discours politique tente de fermer la porte aux besoins réels en éducation et à la valorisation de la profession enseignante en raison du contexte économique qui prévaut. Cependant, devant la situation intenable découlant des conditions de travail actuelles, le gouvernement a le devoir d'agir, et nous estimons qu'il en a les **moyens**. Le mépris, ça suffit. Faut que ça change maintenant!